

**Art. 3.** Het controleorgaan bedoeld in artikel L5111-7 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie is er eveneens mee belast na te gaan of de verbodsbepaling omschreven in artikel 1 van dit decreet nageleefd wordt en de vastgestelde tekortkomingen aan belanghebbenden mede te delen. Ze beschikt over een termijn van vijftien dagen te rekenen van de kennisgeving om haar opmerkingen schriftelijk voor te dragen. Ze kan verzoeken om gehoord te worden.

Het controleorgaan spreekt zich in eerste aanleg uit over de vastgestelde tekortkomingen.

Er kan een beroep ingediend worden bij de Regering op de door de Regering vastgestelde wijze.

De rechtspersoon in overtreding wordt van rechtswege uit het mandaat waarvoor ze in overtreding is, ontzet. De vertegenwoordiger van de rechtspersoon kan niet meer in dat organisme aangesteld worden als vertegenwoordiger van het Gewest, de gemeente, de provincie, een intercommunale, een zelfstandig gemeentelijk of provinciebedrijf of een huisvestingsmaatschappij.

De mandataris in overtreding kan veroordeeld worden tot de betaling van een geldboete die gelijk is aan tweemaal de gekregen bedragen. De Regering is ermee belast de nadere regels vast te stellen voor de inning en de aanwending van die geldboete.

**Art. 4.** Dit decreet treedt in werking drie maanden nadat het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Namen, 6 november 2008.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2007-2008.*

*Stukken van het Waals Parlement, 724 (2007-2008), nrs. 1 tot 7.*

*Volledige verslag, openbare vergadering van 5 november 2008.*

Bespreking - Stemmingen.

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4220

[2008/204259]

#### 23 OCTOBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon portant les mesures préventives générales applicables aux sites Natura 2000

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, ci-après "la loi", notamment son article 28, § 2, et § 4, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2008 fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000;

Vu l'avis 45.191/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 octobre 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 septembre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 octobre 2008;

Considérant que la Communauté européenne, depuis plus de trente ans déjà, oblige les Etats membres à prendre des mesures de conservation de certaines espèces animales et végétales sauvages et de certains types d'habitat naturel, suite à l'adoption de la Directive 79/409/CEE du Conseil des Communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages (en particulier son article 4) et de la Directive 92/43/CEE du Conseil des Communautés européennes du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage, en particulier son article 6;

Considérant que la Commission européenne a publié une communication COM(2000)1 concernant l'application du principe de précaution en matière de protection de l'environnement;

Considérant que la Région wallonne a transposé ces directives au travers de révisions de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et que la Région wallonne a consacré le principe de précaution en matière de protection de l'environnement à l'article du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement;

Considérant qu'il est nécessaire de définir des mesures préventives générales applicables à l'ensemble des sites Natura 2000 couverts par un arrêté de désignation, en vue d'éviter la détérioration des habitats naturels et d'espèces ainsi que la perturbation significative des espèces pour lesquels ces sites ont été désignés;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

- domaine agricole : la superficie totale occupée par les terres arables, les prairies permanentes, les jachères, les pâturages et les superficies destinées aux cultures permanentes, telles que déclarées au Système intégré de gestion et de contrôle pour la campagne précédant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ou, à défaut, dont il est prouvé par toute voie de droit qu'elles avaient cette affectation avant le jour d'entrée en vigueur du présent arrêté et, le cas échéant, les bâtiments agricoles;

- milieu forestier : les bois et forêts au sens du Code forestier ainsi que les bois et forêts gérés par l'Etat à des fins militaires ou pénitentiaires et les bois et forêts situés en zone de parc, en zone d'habitat ou en zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur;

- îlot de conservation : parcelle forestière, qui doit être cartographiée sur un plan à fournir à l'administration et où toute forme d'exploitation est exclue de manière à permettre le vieillissement de la forêt et l'expression des dynamiques naturelles; les arbres y sont maintenus au-delà de leur mort naturelle jusqu'à leur décomposition; seuls y sont autorisés le contrôle du gibier, la sécurisation des chemins et l'organisation de l'accueil du public; les réserves intégrales constituées en vertu de l'article 71, alinéa 2, du Code forestier valent îlot de conservation au sens du présent arrêté;

- propriété de plus de cinq hectares de forêt : tout terrain ou tout groupe de terrains, d'un seul tenant ou non, appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision, et dont la surface atteint, en milieu forestier dans un même site Natura 2000, un total de plus de cinq hectares;

- route : voie ouverte à la circulation du public, à revêtement hydrocarboné, bétonnée ou pavée, dont l'assiette est aménagée pour la circulation des véhicules en général.

**Art. 2.** Dans le périmètre d'un site Natura 2000 ayant fait l'objet d'un arrêté de désignation en vertu de l'article 26, § 1<sup>er</sup>, de la loi, sont interdits :

1° dans les habitats naturels d'intérêt communautaire pour lesquels le site est désigné, tout travail du sol, y compris le labour, le fraissage ainsi que la conversion en cultures, y compris les cultures et gagnages artificiels destinées au gibier, à l'exception des travaux ponctuels et superficiels de réfection de prairies et des travaux nécessaires dans le cadre d'opérations de régénération naturelle en forêt;

2° dans les habitats naturels d'intérêt communautaire pour lesquels le site est désigné, la création de gagnages artificiels intensifs impliquant le travail du sol, l'usage d'herbicides ou d'engrais, la plantation ou le semis artificiel d'espèces non indigènes;

3° dans les propriétés de plus de cinq hectares de forêt, sur les sols tourbeux, paratourbeux et hydromorphes à nappe permanente tels que délimités par la Carte pédologique, la plantation, la replantation et le semis artificiel d'essences non indigènes feuillues ou résineuses, à l'exception de la replantation de peupliers;

4° dans les propriétés de plus de cinq hectares de forêt, la plantation, la replantation et le semis artificiel de résineux sur une largeur de douze mètres de part et d'autre de tous les cours d'eau; cette distance est portée à vingt-cinq mètres sur les sols alluviaux et hydromorphes à nappe temporaire tels que délimités par la Carte pédologique;

5° en dehors du domaine agricole, l'utilisation de tous les zoocides et de tous les fongicides, sauf pour la lutte curative localisée contre les espèces présentant un risque pour la sécurité et la santé des personnes, des animaux ou des végétaux ainsi que pour les soins localisés aux arbres;

6° l'utilisation de tous les pesticides à moins de six mètres des crêtes des berges des cours d'eau, plans d'eau, fossés, dolines et chantoirs, sauf pour le traitement localisé des chardons, rumex et orties avec des produits sélectifs;

7° l'utilisation d'herbicides dans les prairies permanentes des habitats naturels d'intérêt communautaire, sauf pour le traitement localisé des chardons, rumex et orties avec des produits sélectifs ainsi que pour la protection des clôtures électriques en fonctionnement;

8° dans les habitats naturels d'intérêt communautaire pour lesquels le site est désigné, la transformation et l'enrichissement de peuplements forestiers feuillus indigènes par des espèces exotiques sur des superficies supérieures à deux hectares;

9° le labour de terres agricoles à moins de six mètres d'une eau de surface;

10° l'épandage de tous amendements et de tous engrais minéraux ou organiques, y compris fumiers, fientes, lisiers, boues d'épuration et gadoues de fosses septiques à moins de six mètres des crêtes de berges des cours d'eau, plans d'eau, dolines et chantoirs;

11° dans les propriétés de plus de cinq hectares de forêt, la coupe et l'enlèvement de tout arbre mort couché ou debout dans les types d'habitats naturels prioritaires forestiers;

12° dans les propriétés de plus de cinq hectares de forêt, en dehors des zones visées au point 11° et dans les peuplements feuillus, la coupe et l'enlèvement d'arbres morts qui n'assureraient pas le maintien des arbres morts couchés ou debout à concurrence de minimum deux arbres morts de diamètre supérieur à quarante centimètres par hectare; cette disposition n'est pas activée pour des arbres présentant une menace pour la sécurité des personnes ou pour des arbres à forte valeur économique unitaire dont la valeur est au moins supérieure à celle du bois de chauffage;

13° dans les propriétés de plus de cinq hectares de forêt, dans les peuplements résineux, la coupe et l'enlèvement d'arbres morts qui n'assureraient pas le maintien des quilles d'arbres cassés et des arbres desséchés, y compris dans les mises à blanc, à concurrence de deux arbres par hectare;

14° dans les propriétés de plus de cinq hectares de forêt, la coupe d'arbres qui ne maintiendrait pas au moins un arbre d'intérêt biologique au sens de l'article 71 du Code forestier par deux hectares;

15° dans les propriétés de plus de cinq hectares de forêt, toute exploitation dans les îlots de conservation qui doivent être délimités à concurrence de trois pour cent de la superficie feuillue;

16° dans les propriétés de plus de cinq hectares de forêt, la plantation ou la replantation en bordure de massif qui n'assure pas le maintien ou la création d'un cordon d'essences arbustives d'au moins dix mètres de large.

**Art. 3.** Dans le périmètre d'un site Natura 2000 ayant fait l'objet d'un arrêté de désignation en vertu de l'article 26, § 1<sup>er</sup>, de la loi, sont soumis à autorisation préalable, au sens de l'article 28, § 4, alinéa 2, de la loi :

1° le creusement, l'installation et la remise en fonction de drains, de fossés et de puits, à l'exception des fossés de bord de voirie et de l'entretien normal de fossés et drains fonctionnels existants ou autorisés, les forages et les sondages, l'inondation volontaire d'un terrain, la pose de toute conduite souterraine de plus de vingt centimètres de diamètre ainsi que tous travaux d'extraction et de terrassement impliquant une modification du niveau d'une nappe phréatique alimentant le site;

2° les travaux extraordinaires d'amélioration et de modification des voies navigables, des cours d'eau non navigables et des cours d'eau non classés au sens de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, à l'exception des travaux de stabilisation des berges de ces cours d'eau motivés par l'urgence;

3° la circulation de véhicules à moteur dans les zones de sources;

4° l'accès du bétail aux berges des cours d'eau, sauf dans les endroits aménagés pour l'abreuvement;

5° en dehors des habitats naturels d'intérêt communautaire pour lesquels le site est désigné, tout travail du sol des prairies permanentes y compris le labour, le fraisage, ainsi que la conversion en cultures y compris les cultures destinées au gibier, à l'exception des travaux ponctuels et superficiels de réfection;

6° en dehors des habitats naturels d'intérêt communautaire pour lesquels le site est désigné, la création de gagnages artificiels intensifs impliquant le travail du sol, l'utilisation d'herbicides ou d'engrais, la plantation ou le semis d'espèces végétales non indigènes;

7° dans les habitats naturels d'intérêt communautaire pour lesquels le site est désigné, la transformation et l'enrichissement de peuplements forestiers feuillus indigènes par des espèces exotiques, sur des superficies inférieures ou égales à deux hectares;

8° la modification et l'entretien des haies entre le 15 avril et le 1<sup>er</sup> juillet;

9° l'utilisation de tout herbicide sur une bande de trois mètres de part et d'autre du pied des haies, sauf pour le traitement localisé des chardons, rumex et orties au moyen de produits sélectifs;

10° l'utilisation d'herbicides dans les prairies permanentes, en-dehors des habitats d'intérêt communautaire, sauf pour le traitement localisé des chardons, rumex et orties au moyen de produits sélectifs ainsi que pour la protection des clôtures électriques en fonctionnement;

11° en dehors du domaine agricole, l'utilisation d'herbicides, sauf dans le cadre de la lutte contre la fougère aigle et les ronces ainsi que pour la protection des clôtures électriques en fonctionnement et des jeunes plants forestiers contre les graminées;

12° l'installation de parcs d'animaux;

13° l'entretien, y compris la fauche et le gyrobroyage, de la végétation des bords de voies publiques, entre le 15 mars et le 31 juillet, à l'exception d'une bande d'un mètre au départ du bord extérieur de la voie où lorsque des raisons liées à la sécurité du public le justifient;

14° la récolte de fruits, fleurs et autres plantes, sauf à titre de consommation personnelle ou lorsqu'elle est effectuée par le propriétaire, l'exploitant agricole ou leurs ayants droits;

15° en dehors du milieu forestier, l'organisation d'activités de groupes, récréatives, sportives ou de loisirs, basées sur l'utilisation de véhicules à moteur en dehors des routes;

16° les travaux préparatoires mécanisés de plantation en forêts feuillues ou mixtes, les dégagements et les abattages d'arbres du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin, sauf pour l'abattage des baliveaux et le fauchage des fougères aigles et des ronces;

17° en dehors des hypothèses visées à l'article 2, 5°, 6° et 7°, l'utilisation de pesticides à moins de douze mètres des crêtes des berges des cours d'eau, plans d'eau, fossés, dolines et chantoirs, sauf pour le traitement localisé des chardons, rumex et orties avec des produits sélectifs;

18° en dehors des hypothèses visées à l'article 2, 9°, le labour de terres agricoles à moins de douze mètres d'une eau de surface;

19° en dehors des hypothèses visées à l'article 2, 10°, l'épandage de tous amendements et de tous engrais minéraux ou organiques, y compris fumiers, fientes, lisiers, boues d'épuration et gadoues de fosses septiques à moins de douze mètres des crêtes de berges des cours d'eau, plans d'eau, fossés, dolines et chantoirs;

Les actes visés à l'alinéa précédent aux points 4°, 5°, 8°, 9°, 10°, 17°, 18° et 19° ne sont pas soumis à autorisation si un engagement allant au-delà des actes visés par le présent régime d'autorisation a été pris dans le cadre de la législation relative à l'octroi de subventions agro-environnementales.

**Art. 4.** Dans le périmètre d'un site Natura 2000 ayant fait l'objet d'un arrêté de désignation en vertu de l'article 26, § 1<sup>er</sup>, de la loi, sont soumis à notification préalable, au sens de l'article 28, § 4, alinéa 3, de la loi :

1° en dehors du milieu forestier, l'organisation d'activités de groupes, récréatives, sportives ou de loisirs, pédestres, équestres ou utilisant des véhicules non motorisés en dehors des routes, chemins et sentiers existants;

2° le lâcher d'eaux de barrages ou d'étangs qui ont pour effet d'au moins doubler le débit instantané des cours d'eau récepteurs;

3° dans les habitats naturels d'intérêt communautaire pour lesquels le site est désigné, la création de zones de nourrissage du grand gibier au sens de la loi du 28 février 1882 sur la chasse ainsi que le maintien de zones de nourrissage du grand gibier au sens de la loi du 28 février 1882 sur la chasse, de cultures à gibier et de gagnages artificiels existants à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté désignant le site Natura 2000 concerné;

4° en dehors du domaine agricole, l'utilisation de tous les zoocides et de tous les fongicides pour la lutte préventive localisée contre les espèces présentant un risque pour la sécurité et la santé des personnes, des animaux ou des végétaux ainsi que pour les soins localisés aux arbres. Toutefois, la notification n'est pas requise lorsqu'elle s'inscrit dans le cadre d'un plan de lutte mis en place par l'autorité publique.

**Art. 5.** La mesure visée à l'article 3, 4°, du présent arrêté s'applique aux sites Natura 2000 un an après la publication au *Moniteur belge* de l'arrêté qui procède à leur désignation.

**Art. 6.** Le Ministre qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 octobre 2008.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2008 — 4220

[2008/204259]

**23. OKTOBER 2008 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der allgemeinen auf die Natura 2000-Gebiete anwendbaren Vorbeugungsmaßnahmen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, nachstehend "das Gesetz" genannt, insbesondere des Artikels 28, § 2 und § 4, Absatz 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2008 zur Festlegung bestimmter Modalitäten für die auf die Natura 2000-Gebiete anwendbare Präventivregelung;

Aufgrund des am 13. Oktober 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 45.191/4 des Staatsrats;

Aufgrund des am 8. September 2008 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 23. Oktober 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

In der Erwägung, dass die Europäische Gemeinschaft sein nunmehr mehr als dreißig Jahre die Mitgliedstaaten verpflichtet, Maßnahmen zur Erhaltung gewisser wildlebenden Tier- und Pflanzenarten sowie gewisser natürlichen Lebensräume zu ergreifen und zwar im Anschluss an die Verabschiedung der Richtlinie 79/409/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 2. April 1979 über die wildlebenden Vogelarten (insbesondere seines Artikels 4) und der Richtlinie 92/43/EWG des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 21. Mai 1992 zur Erhaltung der natürlichen Lebensräume sowie der wildlebenden Tiere und Pflanzen, insbesondere seines Artikels 6;

In der Erwägung, dass die Europäische Kommission eine Mitteilung COM(2000)1 über die Anwendung des Vorsorgeprinzips im Bereich des Umweltschutzes veröffentlicht hat;

In der Erwägung, dass die wallonische Region diese Richtlinien im Rahmen der Abänderungen des Gesetzes 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur umgesetzt hat, und dass die wallonische Region das Vorsorgeprinzip im Bereich des Umweltschutzes in Buch I des Umweltgesetzbuches verankert hat;

In Erwägung der Notwendigkeit, allgemeine auf die gesamten Natura 2000-Gebiete, die Gegenstand eines Bezeichnungserlasses sind, anwendbaren Vorbeugungsmaßnahmen zu definieren, um der Verschlechterung der natürlichen Lebensräume und der Arten sowie der erheblichen Beeinträchtigung der Arten, für die das Gebiet bezeichnet wurde, vorzubeugen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus, Beschließt:

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- Agrargebiet: Alle Flächen Ackerland, Dauerwiesen, Brachen, Weideland und die für Dauerkulturen bestimmten Flächen, die für das Wirtschaftsjahr vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses im integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem als solche angegeben wurden oder in Ermangelung einer derartigen Angabe die Flächen, für die durch jegliche zulässigen Rechtsmittel der Beweis erbracht wird, dass sie vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses diese Zweckbestimmung besaßen, sowie ggf. die landwirtschaftlichen Betriebsgebäude;

- Forstgebiet: die Wälder und Forsten im Sinne des Forstgesetzbuches sowie die Forsten und Wälder, die vom Staat zu militärischen Zwecken oder ihm Rahmen des Strafvollzugs verwaltet werden sowie die Forsten und Wälder, die nach dem Sektorenplan in einem Parkgebiet, einem Wohngebiet oder einem Wohngebiet mit ländlichem Charakter gelegen sind;

- Erhaltunginsel: Forstparzelle, die auf einem der Verwaltung zur Verfügung zu stellenden Plan kartographisch zu verzeichnen ist und auf der jegliche Form der Bewirtschaftung untersagt ist, um die Alterung des Waldes und den Ausdruck der natürlichen Dynamik zu ermöglichen; auf dieser Parzelle werden die Bäume über das natürliche Absterben hinaus bis zu ihrem Verfall belassen; nur die Kontrolle des Wildes, die Sicherung der Wege und die Organisation der Betreuung von Besuchern werden erlaubt; die im Sinne von Artikel 71, Absatz 2 des Forstgesetzbuches gebildeten vollständigen Überhälter gelten als Erhaltunginseln im Sinne des vorliegenden Erlasses;

- Besitz von mehr als fünf Hektar Wald: ein Grundstück oder eine Gruppe von Grundstücken, zusammenhängend oder nicht, die ein und demselben Eigentümer oder ein und derselben Rechtsgemeinschaft gehören und deren Fläche in einem Forstgebiet ein und desselben Natura 2000-Gebiets insgesamt mehr als fünf Hektar beträgt;

- Straße: für den Verkehr der Öffentlichkeit freigegebener Weg mit einem bituminösen, betonierten oder gepflasterten Belag, dessen Breite für den Verkehr von Fahrzeugen allgemein gestaltet ist.

**Art. 2** - In dem Umkreis eines Natura 2000-Gebietes, das Gegenstand eines bezeichnenden Erlasses gemäß Artikel 26, § 1 des Gesetzes war, sind untersagt:

1° in den natürlichen Lebensräumen von gemeinschaftlichem Interesse, für die das Gebiet bezeichnet wurde, jegliche Bodenarbeiten, einschließlich des Pflügens, des Frärens und der Umwandlung in Kulturen, einschließlich der Kulturen und künstlichen Äsungsbereiche für das Wild, mit Ausnahme der von Zeit zu Zeit durchgeführten oberflächlichen Arbeiten zur Instandsetzung der Weiden und der im Rahmen der natürlichen Wiederherstellung des Waldes erforderlichen Arbeiten;

2° in den natürlichen Lebensräumen von gemeinschaftlichem Interesse, für die das Gebiet bezeichnet wurde, die Einrichtung von künstlichen intensiven Äsungsbereichen, die eine Bearbeitung des Bodens voraussetzen sowie die Verwendung von Herbiziden oder Düngemitteln und das künstliche Anpflanzen oder die Aussaat von nicht heimischen Arten;

3° in den Besitzen von mehr als fünf Hektar Wald in torfhaltigen, torfähnlichen und hydromorphen Böden mit permanenter Wasserfläche, wie sie auf der pedologischen Karte angegeben sind, die Anpflanzung, die Wiederanpflanzung und die künstliche Aussaat von nicht heimischen Laub- oder Nadelbaumarten, mit Ausnahme der Wiederanpflanzung von Pappeln;

4° in den Besitzen von mehr als fünf Hektar Wald, die Anpflanzung, die Wiederanpflanzung und die künstliche Aussaat von Nadelhölzern auf einer Breite von zwölf Metern auf beiden Seiten eines Wasserlaufs; wenn es sich um Alluvialböden und um hydromorphe Böden mit vorläufiger Wasserfläche, wie sie auf der pedologischen Karte angeben sind, handelt, wird dieser Abstand auf fünfundzwanzig Metern angehoben;

5° außerhalb des Agrarbereichs die Verwendung von jeglichen Tierversorgungsmitteln und von jeglichen Fungiziden, außer im Rahmen der lokalen kurativen Bekämpfung der Arten, die eine Gefahr für die Sicherheit und die Gesundheit der Personen, Tiere oder Pflanzen darstellen sowie bei der lokalen Anwendung an Bäumen;

6° die Verwendung jeglicher Pestizide in einem Abstand von weniger als sechs Metern zu dem oberen Teil des Ufers der Wasserläufe, Wasserflächen, Gräben, Trichter oder Schlundlöcher, außer für die lokalen Anwendungen zur Bekämpfung von Ackerdisteln, Ampfer und Brennesseln mit selektiven Produkten;

7° die Verwendung von Herbiziden auf Dauerwiesen in den natürlichen Lebensräumen von gemeinschaftlichem Interesse, außer für die lokalen Anwendungen zur Bekämpfung von Ackerdisteln, Ampfer und Brennesseln mit selektiven Produkten sowie für den Schutz der funktionierenden elektrischen Zäune;

8° in den natürlichen Lebensräumen von gemeinschaftlichem Interesse, für die das Gebiet bezeichnet wurde, die Umwandlung und die Bereicherung der heimischen Laubholzbestände durch exotische Arten auf Flächen von mehr als zwei Hektar;

9° das Pflügen der landwirtschaftlich genutzten Flächen in einer Entfernung von weniger als sechs Metern von einem Oberflächenwasser;

10° das Ausbringen von Bodenverbesserungsmitteln sowie von mineralischen oder organischen Düngemitteln einschließlich Mist, Kot, Gülle, Klärschlamm und Schlamm aus Klärgruben in einem Abstand von weniger als sechs Metern zu dem oberen Teil des Ufers der Wasserläufe, Wasserflächen, Gräben, Trichter oder Schlundlöcher;

11° in den Besitzen von mehr als fünf Hektar Wald, das Fällen und Entfernen eines abgestorbenen Baums, bereits gefallen oder noch stehend, in allen Arten von natürlichen Lebensräumen, die als prioritäre Forstgebiete gelten;

12° in den Besitzen von mehr als fünf Hektar Wald außerhalb der in Punkt 11° erwähnten Zonen sowie in den Laubbeständen, das Fällen und Entfernen von abgestorbenen Bäumen, die nicht die Erhaltung von bereits gefallenem oder noch stehenden abgestorbenen Bäumen gewährleisten, und zwar in einer Anzahl von wenigstens zwei abgestorbenen Bäumen mit einem Durchmesser über vierzig Zentimetern pro Hektar; diese Bestimmung wird nicht angewandt bei den Bäumen, die eine Bedrohung für die Sicherheit der Personen darstellen oder für die Bäume mit einem großen einheitlichen wirtschaftlichen Wert, deren Wert wenigstens den Wert des Brennholzes übersteigt;

13° in den Besitzen von mehr als fünf Hektar Wald in den Nadelholzbeständen das Fällen und Entfernen von abgestorbenen Bäumen, die nicht die Aufrechterhaltung von gebrochenen Bäumen und der vertrockneten Bäume, einschließlich in kahl geschlagenen Gebieten, bis zu zwei Bäumen pro Hektar;

14° in den Besitzen von mehr als fünf Hektar Wald, das Schlagen von Bäumen, das nicht der Erhaltung von mindestens einem biologisch wertvollen Baum im Sinne von Artikel 71 des Forstgesetzbuches pro zwei Hektar dient;

15° in den Besitzen von mehr als fünf Hektar Wald, jegliche Nutzung der Erhaltungssinseln, die genau abgegrenzt werden müssen und deren Anzahl drei Prozent des Laubbestandes ausmachen muss;

16° in den Besitzen von mehr als fünf Hektar Wald, die Anpflanzung oder die Neuanpflanzung am Rand eines Gebiets, die nicht der Erhaltung oder der Errichtung einer mindestens zehn Meter breiten Reihe von Laubarten dient;

**Art. 3** - Im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets, das gemäß Artikel 26, § 1, des Gesetzes Gegenstand eines Bezeichnungserlasses war, unterliegen der vorherigen Genehmigung im Sinne von Artikel 28, § 4, Absatz 2, des Gesetzes:

1° das Ausheben, das Anlegen und die Wiederinbetriebnahme von Sickerleitungen, -gräben und schächten, mit Ausnahme der Gräben am Rand der Verkehrsstraßen und der normale Unterhalt der bestehenden oder genehmigten Funktionsgräben und -sickerleitungen, die Bohrungen und die Sondierungen, das absichtliche Überschwemmen eines Grundstücks, das Verlegen jeglicher unterirdischen Leitungen mit einem Durchmesser von mehr als 20 Zentimeter sowie alle Abbau- und Abtragungsarbeiten, die zu einer Veränderung des Grundwasserspiegels, der das Gebiet speist, führt;

2° die außerordentlichen Arbeiten zur Verbesserung und Änderung der Wasserstraßen, der nicht schiffbaren Wasserstraßen und der Wasserläufe, die nicht im Sinne des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nicht schiffbaren Wasserläufe eingestuft sind, mit Ausnahme der Arbeiten zur Stabilisierung der Ufer dieser Wasserläufe, die durch die Dringlichkeit begründet werden;

3° der Verkehr von Motorfahrzeugen in den Quellgebieten;

4° der Zugang des Viehs zu den Wasserläufen, mit Ausnahme der als Tränkstellen eingerichteten Stellen;

5° außerhalb der natürlichen Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse für die das Gebiet bezeichnet wurde, jegliche Bodenarbeiten in den Dauerweiden, einschließlich des Pflügens, des Fräsens und der Umwandlung in Kulturen, einschließlich der Kulturen für das Wild, mit Ausnahme der von Zeit zu Zeit durchgeführten oberflächlichen Arbeiten zur Instandsetzung;

6° außerhalb der natürlichen Lebensräume von gemeinschaftlichem Interesse, für die das Gebiet bezeichnet wurde, die Einrichtung von künstlichen intensiven Äsungsbereichen, die eine Bearbeitung des Bodens voraussetzen sowie die Verwendung von Unkrautvertilgungsmitteln oder Düngemitteln und das künstliche Anpflanzen oder die Aussaat von nicht heimischen Arten;

7° in den natürlichen Lebensräumen von gemeinschaftlichem Interesse, für die das Gebiet bezeichnet wurde, die Umwandlung und die Bereicherung der heimischen Laubholzbestände durch exotische Arten auf Flächen von maximal zwei Hektar;

8° die Änderung und der Unterhalt von Hecken zwischen dem 15. April und dem 1. Juli;

9° die Verwendung jeglicher Unkrautvertilgungsmittel auf einem drei Meter breiten Streifen auf beiden Seiten der Hecken, außer für die lokalen Anwendungen zur Bekämpfung von Ackerdisteln, Ampfer und Brennesseln mit selektiven Produkten;

10° die Verwendung von Herbiziden auf Dauerwiesen außerhalb der natürlichen Lebensräumen von gemeinschaftlichem Interesse, außer für die lokalen Anwendungen zur Bekämpfung von Ackerdisteln, Ampfer und Brennesseln mit selektiven Produkten sowie für den Schutz der funktionierenden elektrischen Zäune;

11° außerhalb der Agrargebiets die Verwendung von Herbiziden auf Dauerwiesen, außer im Rahmen der Bekämpfung des Adlerfarns und der Ackerbrombeere sowie für den Schutz der funktionierenden elektrischen Zäune und der Pflänzlinge forstlicher Baumarten gegen Gräser;

12° die Einrichtung von Tierparks;

13° der Unterhalt, einschließlich des Mähens und des Kreiselbrechens der Vegetation am Rand der öffentlichen Straßen zwischen dem 15. März und dem 31. Juli mit Ausnahme eines ein Meter breiten Streifens, gemessen ab dem Außenrand der Verkehrsweges oder aus Gründen der öffentlichen Sicherheit;

14° das Ernten von Früchten, Blumen und sonstigen Pflanzen, es sei denn, der Ertrag ist für den Eigengebrauch bestimmt oder der Besitzer, der landwirtschaftliche Betreiber oder deren Anspruchsberechtigte führen die Ernte durch;

15° außerhalb des Forstgebiets die Organisation von Gruppenaktivitäten, Freizeitaktivitäten und Sportaktivitäten, bei denen Motorfahrzeuge außerhalb der Straßen zum Einsatz gelangen;

16° die maschinell durchgeführten Vorbereitungsarbeiten zur Anpflanzung in Laub- oder Mischbeständen, die Auflichtung und das Fällen von Bäumen zwischen dem 1. April und dem 30. Juni, außer für das Fällen der Baumhölzer und das Mähen des Adlerfarns und der Ackerbrombeere;

17° mit Ausnahme der in Artikel 2, 5°, 6° und 7° erwähnten Situationen die Verwendung von Pestiziden in einem Abstand von weniger als zwölf Metern zu dem oberen Teil des Ufers der Wasserläufe, Wasserflächen, Gräben, Trichter oder Schlundlöcher, außer für die lokalen Anwendungen zur Bekämpfung von Ackerdisteln, Ampfer und Brennesseln mit selektiven Produkten;

18° mit Ausnahme der in Artikel 2, 9°, erwähnten Situationen das Pflügen der landwirtschaftlich genutzter Flächen in einer Entfernung von weniger als zwölf Metern von einem Oberflächenwasser;

17° mit Ausnahme der in Artikel 2, 10° erwähnten Situationen das Ausbringen von Bodenverbesserungsmitteln sowie von mineralischen oder organischen Düngemitteln einschließlich Mist, Kot, Gülle, Klärschlamm und Schlamm aus Klärgruben in einem Abstand von weniger als zwölf Metern zu dem oberen Teil des Ufers der Wasserläufe, Wasserflächen, Gräben, Trichter oder Schlundlöcher;

Die in dem vorgehenden Absatz unter den Punkten 4°, 5°, 8°, 9°, 10°, 17°, 18° und 19° erwähnten Handlungen unterliegen nicht der Genehmigungspflicht, falls eine Verpflichtung, die über die in der vorliegenden Genehmigungsregelung festgelegten Handlungen hinausgeht, im Rahmen der Gesetzgebung über die Gewährung von agrarökologischen Subventionen eingegangen wurde.

**Art. 4** - Im Umkreis eines Natura 2000-Gebiets, das gemäß Artikel 26, §1 des Gesetzes Gegenstand eines Bezeichnungserlasses war, unterliegen der vorherigen Genehmigung im Sinne von Artikel 28, §4, Absatz 3, des Gesetzes:

außerhalb des Forstgebiets die Organisation von Gruppenaktivitäten, Freizeitaktivitäten und Sportaktivitäten, Aktivitäten zu Fuß, zu Pferd oder Aktivitäten bei denen nicht motorisierte Fahrzeuge außerhalb der Straßen, Wege und Pfade zum Einsatz gelangen;

2° das Ablassen von Wasser der Stauseen oder Teiche, das dazu führt, dass der augenblickliche Fluss der Vorfluter wenigstens verdoppelt wird;

3° in den natürlichen Lebensräumen von gemeinschaftlichem Interesse, für die das Gebiet bezeichnet wurde, die Einrichtung von Fütterungsstellen für Großwild im Sinne des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd sowie die Erhaltung von Fütterungsstellen für Großwild im Sinne des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, von Wildackern und künstlichen Äsungsbereichen, die am Datum des Inkrafttretens des Erlasses zur Bezeichnung des betreffenden Natura 2000-Gebiets bereits bestanden;

4° Außerhalb des Agrargebiets die Verwendung von jeglichen Tierversorgungsmitteln und von jeglichen Fungiziden zur lokalen präventiven Bekämpfung der Arten, die eine Gefahr für die Sicherheit und die Gesundheit der Personen, Tiere oder Pflanzen darstellen sowie bei der lokalen Anwendung an Bäumen; Die Zustellung ist jedoch nicht erforderlich, wenn sie im Rahmen eines von den Behörden eingeführten Bekämpfungsplans erfolgt.

**Art. 5** - Die in Artikel 3, 4° des vorliegenden Erlasses angeführte Maßnahme ist anwendbar auf die Natura 2000-Gebiete, ein Jahr nach dem der Erlass, durch den ihre Bezeichnung erfolgt, im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurde.

**Art. 6** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Erhaltung der Natur gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Oktober 2008

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2008 — 4220

[2008/204259]

#### 23 OKTOBER 2008. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de algemene preventieve maatregelen die toepasselijk zijn op de Natura 2000-locaties

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, hierna "de wet" genoemd, inzonderheid op artikel 28, § 2, en § 4, derde lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2008 tot vastlegging van bepaalde modaliteiten van het preventief stelsel dat toepasselijk is op de Natura 2000-locaties;

Gelet op het advies 45.191/4 van de Raad van State, gegeven op 13 oktober 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 september 2008;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 oktober 2008;

Overwegende dat de Europese Gemeenschap de lidstaten al meer dan dertig jaar verplicht maatregelen te nemen met het oog op de instandhouding van bepaalde soorten wilde fauna en flora en van bepaalde types natuurlijke habitats ingevolge de aanneming van Richtlijn 79/409/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 2 april 1979 inzake het behoud van de vogelstand (meer bepaald artikel 4) en van Richtlijn 92/43/EEG van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 21 mei 1992 inzake de instandhouding van de natuurlijke habitats en de wilde flora en fauna, inzonderheid artikel 6;

Overwegende dat de Europese Commissie een mededeling COM(2000)1 betreffende de toepassing van het voorzorgsbeginsel inzake milieubescherming heeft bekendgemaakt;

Overwegende dat het Waalse Gewest die richtlijnen heeft omgezet via herzieningen van de wet van van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en dat het het voorzorgsbeginsel inzake milieubescherming heeft bekrachtigd in artikel van Boek I van het Milieuwetboek;

Overwegende dat alle Natura 2000-locaties die onder een aanwijzingsbesluit vallen het voorwerp moeten uitmaken van algemene preventieve maatregelen ter voorkoming van beschadiging van de natuurlijke habitats en van soorten, alsook van een ernstige verstoring van de soorten waarvoor die sites worden aangewezen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan :

- landbouwdomein : de totale oppervlakte bestaande uit akkerland, permanent grasland, braakland, weiland en de oppervlakten bestemd voor permanente teelt, zoals aangegeven bij het geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor de campagne voorafgaand aan de datum van inwerkingtreding van dit besluit of, bij gebreke daarvan, de oppervlakten waarvan door elk rechtsmiddel bewezen is dat ze die bestemming hadden vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit en, in voorkomend geval, de landbouwgebouwen;

- bosmilieu : de bossen en wouden in de zin van het Boswetboek, alsook de bossen en wouden die de Staat voor militaire of penitentiaire doeleinden beheert en de bossen en wouden die op het gewestplan opgenomen zijn als deel van een parkgebied, woongebied of woongebied met een landelijk karakter;

- instandhoudingseiland : bosperceel dat in kaart gebracht moet worden op een plan dat bij de administratie verkrijgbaar is en waar elke vorm van exploitatie uitgesloten is zodat het woud oud kan worden en de natuurlijke dynamieken zich kunnen uitdrukken; de bomen worden er na hun natuurlijke dood behouden tot ze in staat van ontbinding verkeren; alleen controle op het wild, de beveiliging van de wegen en de organisatie van het onthaal van het publiek zijn er toegelaten; de integrale reservaten vastgelegd krachtens artikel 71, tweede lid, van het Boswetboek worden beschouwd als een instandhoudingseiland in de zin van dit besluit;

- eigendom van meer dan vijf hectare woud : elk terrein of groep van al dan niet aaneenliggende terreinen toebehorend aan dezelfde eigenaar of deel uitmakend van dezelfde mede-eigendom en waarvan de totale bosoppervlakte in dezelfde Natura 2000-locatie meer dan vijf hectare bedraagt;

- baan : voor het verkeer opengestelde weg met een koolwaterstofhoudende, gebetonneerde of geplaveide bedekking, waarvan de ondergrond aangelegd is voor het verkeer van voertuigen in het algemeen.

**Art. 2.** Binnen de omtrek van een Natura 2000-locatie die het voorwerp van een aanwijzingsbesluit heeft uitgemaakt krachtens artikel 26, § 1, van de wet zijn de volgende handelingen verboden :

1° in de natuurlijke habitats met een gemeenschappelijk belang waarvoor de site aangewezen is, alle grondwerken, met inbegrip van ploeg- en freeswerken, alsook het omzetten in teelten, met inbegrip van de kunstmatige teelten en wildakkers bestemd voor het wild, met uitzondering van de gerichte en oppervlakkige herstelwerken in weiden en van de werken die uitgevoerd moeten worden in het kader van handelingen voor de natuurlijke regeneratie in de bossen;

2° in de natuurlijke habitats met een gemeenschappelijk belang waarvoor de site aangewezen is, het aanleggen van intensieve kunstmatige wildakkers waarbij grondwerken, het gebruik van herbiciden of meststoffen, de aanplanting of het kunstmatig inzaaien van niet inheemse soorten nodig is;

3° binnen de eigendommen van meer dan vijf hectare woudoppervlakte, op de veenachtige, paraveenachtige en hydromorfe bodems met een permanente grondwatertafel zoals afgebakend op de pedologische kaart, de aanplanting, de heraanplanting en de kunstmatige inzaaiing van niet inheemse loof- of naaldboomsoorten, met uitzondering van de heraanplanting van populieren;

4° binnen de eigendommen van meer dan vijf hectare woudoppervlakte, de aanplanting, de heraanplanting en de kunstmatige inzaaiing van naaldboomsoorten over een breedte van twaalf meter aan weerskanten van alle waterlopen; die afstand bedraagt vijftientig meter op de alluviale en hydromorfe bodems met tijdelijke grondwatertafel zoals afgebakend op de pedologische kaart;

5° buiten het landbouwdomein, het gebruik van alle ongediertebestrijdingsmiddelen en fungiciden, behalve voor de gelokaliseerde curatieve bestrijding van soorten die een risico inhouden voor de veiligheid en de gezondheid van de personen, dieren of planten, alsook voor de gelokaliseerde verzorging van de bomen;

6° het gebruik van alle pesticiden op minder dan zes meter van de kruinen van de oevers van de waterlopen, watervlakken, grachten, dolines en chantoirs, behalve voor de gelokaliseerde behandeling van distels, rumex en brandnetels met selectieve producten;

7° het gebruik van herbiciden in het permanente grasland van de natuurlijke habitats met een gemeenschappelijke waarde, behalve voor de gelokaliseerde behandeling van distels, rumex en brandnetels met selectieve producten, alsook voor de bescherming van de in bedrijf zijnde elektrische omheiningen;

8° in de natuurlijke habitats met een gemeenschappelijke waarde waarvoor de site aangewezen is, de transformatie en de verrijking van inheemse loofbosbestanden door exotische soorten op oppervlakten van meer dan twee hectare;

9° het omploegen van landbouwgronden op minder dan zes meter van een oppervlaktewater;

10° het strooien van alle grondverbeteringsmiddelen en van alle minerale of organische meststoffen, met inbegrip van mest, drek, gier, zuiveringszand en slijk uit septische putten op minder dan zes meter van de kruinen van de oevers van de waterlopen, watervlakken, dolines en chantoirs;

11° binnen de eigendommen van meer dan vijf hectare woud, het kappen en het weghalen van elke dode boom, liggend of staand, in de prioritaire types natuurlijke boshabitats;

12° binnen de eigendommen van meer dan vijf hectare woud, buiten de zones bedoeld in punt 11° en in de loofbestanden, het kappen en het weghalen van dode bomen waarbij niet gezorgd zou worden voor het behoud van liggende of staande dode bomen naar rato van minimum twee dode bomen met een doorsnede van meer dan veertig centimeter per hectare; deze bepaling wordt niet geactiveerd voor bomen die een risico inhouden voor de veiligheid van de personen of voor de bomen met een hoge economische eenheidswaarde die minstens hoger is dan die van het brandhout;

13° binnen de eigendommen van meer dan vijf hectare woud, in de naaldboombestanden, het kappen en het weghalen van dode bomen waarbij niet gezorgd zou worden voor het behoud van de gebroken boomstammen en van de verdroogde bomen, met inbegrip van de kaalgeslagen oppervlakte ten belope van twee bomen per hectare;

14° binnen de eigendommen van meer dan vijf hectare woud, het kappen van bomen waarbij niet gezorgd wordt voor het behoud van minstens één boom met een biologische waarde in de zin van artikel 71 van het Boswetboek per oppervlakte van twee hectare;

15° binnen de eigendommen van meer dan vijf hectare woud, alle exploitatie in de instandhoudingseiland die afgebakend moeten worden naar rato van drie procent van de loofoppervlakte;

16° binnen de eigendommen van meer dan vijf hectare woud, de aanplanting of heraanplanting aan de rand van de bosgroepering waarbij niet gezorgd wordt voor het behoud of het creëren van een loofstruiksel van minstens tien meter breed voor de nieuwe verjongingen.

**Art. 3.** Binnen de omtrek van een Natura 2000-locatie die het voorwerp van een aanwijzingsbesluit heeft uitgemaakt krachtens artikel 26, § 1, van de wet worden de volgende handelingen onderworpen aan een voorafgaande machtiging in de zin van artikel 28, § 4, tweede lid, van de wet :

1° het graven, het plaatsen en het weer in bedrijf stellen van afwateringsbuizen, greppels en putten, met uitzondering van de greppels aan de rand van de weg en van het gewone onderhoud van bestaande of toegelaten functionele greppels en afwateringsbuizen, de boringen en proefboringen, de opzettelijke inundatie van een terrein, de aanleg van elke ondergrondse leiding met meer dan twintig centimeter doorsnede, alsook alle delvings- en grondwerken met als gevolg een wijziging van het niveau van een ondergronds waterbekken dat de site bevoorraadt;

2° de buitengewone werken voor de verbetering en de wijziging van de bevaarbare waterwegen, van de onbevaarbare waterlopen en van de waterlopen die niet ingedeeld zijn in de zin van de wet van 28 december 1967 betreffende de bevaarbare waterlopen, met uitzondering van de door de dringende noodzakelijkheid gemotiveerde werken voor de stabilisatie van de oevers van die waterlopen;

3° het verkeer van motorvoertuigen in de brongebieden;

4° de toegang tot de oevers van de waterlopen voor het vee, behalve op de plekken ingericht om het te drinken te geven;

5° buiten de natuurlijke habitats met een gemeenschappelijk belang waarvoor de site aangewezen is, alle grondwerk in het permanente grasland, met inbegrip van ploeg- en freeswerken, alsook de omzetting in teelten, met inbegrip van de teelten bestemd voor het wild, met uitzondering van de punctuele en oppervlakkige herstelwerken;

6° buiten de natuurlijke habitats met een gemeenschappelijk belang waarvoor de site aangewezen is, de oprichting van intensieve kunstmatige wilddakkers waarbij grondwerk, het gebruik van herbiciden of meststoffen, de aanplanting of het inzaaien van niet inheemse plantsoorten nodig zijn;

7° in de natuurlijke habitats met een gemeenschappelijk belang waarvoor de site aangewezen is, de transformatie en de verrijking van inheemse loofbosbestanden door exotische soorten op oppervlakten van twee hectaren of minder;

8° de wijziging of het onderhoud van de heggen tussen 15 april en 1 juli;

9° het gebruik van alle herbiciden op een strook van drie meter aan weerskanten van de voet de heggen, behalve voor de gelokaliseerde behandeling van distels, rumex en brandnetels d.m.v. selectieve producten;

10° het gebruik van herbiciden in het permanente grasland, buiten de natuurlijke habitats met een gemeenschappelijk belang, behalve voor de gelokaliseerde behandeling van distels, rumex en brandnetels met selectieve producten, alsook voor de bescherming van de in bedrijf zijnde elektrische omheiningen;

11° buiten het landbouwdomein, het gebruik van herbiciden, behalve in het kader van de bestrijding van de adelaarsvaren en de doornstruiken, alsook voor de bescherming van de in bedrijf zijnde elektrische omheiningen en van de jonge bospplanten tegen grasgewassen;

12° de installatie van dierparken;

13° het onderhoud, met inbegrip van het maaien en van het vermalen met tolbrekers, van de vegetatie aan de rand van de openbare wegen, tussen 15 maart en 31 juli, met uitzondering van een strook van één meter vanaf de buitenrand van de weg of wanneer het wegens de veiligheid van het publiek gerechtvaardigd is;

14° het plukken van fruit, bloemen en andere planten, behalve voor persoonlijk gebruik of door de eigenaar, de landbouwexploitant of hun rechthebbenden;

15° buiten het bosmilieu, de organisatie van groeps-, recreatieve, sport- of vrijetijdsactiviteiten, waarbij gebruik gemaakt wordt van motorvoertuigen buiten de banen;

16° de gemechaniseerde voorbereidende aanplantingswerken in loof- of gemengde bossen, het wegruimen en hakken van bomen tussen 1 april en 30 juni, behalve voor het hakken van de telgen en voor het maaien van de adelaarsvarens en de doornstruiken

17° buiten de gevallen bedoeld in artikel 2, 5°, 6° en 7°, het gebruik van pesticiden op minder dan twaalf meter van de kruinen van de oevers van de waterlopen, watervlakken, grachten, dolines en chantoirs, behalve voor de gelokaliseerde behandeling van distels, rumex en brandnetels met selectieve producten;

18° buiten de gevallen bedoeld in artikel 2, 9°, het omploegen van landbouwgronden op minder dan twaalf meter van een oppervlaktewater;

19° buiten de gevallen bedoeld in artikel 2, 10°, het strooien van alle grondverbeteringsmiddelen en van alle minerale of organische meststoffen, met inbegrip van mest, drek, gier, zuiveringsslib en slijk uit septische putten op minder dan twaalf meter van de kruinen van de oevers van de waterlopen, watervlakken, dolines en chantoirs.

De handelingen bedoeld in de punten 4°, 5°, 8°, 9°, 10°, 17°, 18° en 19° van het vorige lid worden niet aan een machtiging onderworpen indien een verbintenis die verder reikt dan de handelingen die onder dit machtigingsstelsel vallen, aangegaan wordt in het kader van de wetgeving betreffende de toekenning van agro-milieusubsidies.

**Art. 4.** Binnen de omtrek van een Natura 2000-locatie die het voorwerp van een aanwijzingsbesluit heeft uitgemaakt krachtens artikel 26, § 1, van de wet worden de volgende handelingen onderworpen aan een voorafgaande kennisgeving in de zin van artikel 28, § 4, derde lid, van de wet :

1° buiten het bosmilieu, de organisatie van groeps-, recreatieve, sport-, vrijetijds-, wandel-, rijactiviteiten of van activiteiten waarvoor gebruik gemaakt wordt van niet-gemotoriseerde voertuigen buiten de bestaande banen, wegen en paden;

2° het lozen van water van stuwdammen of van vijvers waardoor het ogenblikkelijk debiet van de opvangende waterlopen minstens verdubbeld wordt;

3° in de natuurlijke habitats met een gemeenschappelijk belang waarvoor de site aangewezen is, de oprichting van gebieden voor het vetmesten van grof wild in de zin van de wet van 28 februari 1882 op de jacht, alsook de instandhouding van gebieden voor het vetmesten van grof wild in de zin van de wet van 28 februari 1882 op de jacht, van voedingsteelten voor wild en van kunstmatige wilddakkers die bestaan op de datum van inwerkingtreding van het besluit tot aanwijzing van bedoelde site Natura 2000;

4° buiten het landbouwdomein, het gebruik van alle ongediertebestrijdingsmiddelen en fungiciden, behalve voor de gelokaliseerde curatieve bestrijding van soorten die een risico inhouden voor de veiligheid en de gezondheid van de personen, dieren of planten, alsook voor de gelokaliseerde verzorging van de bomen. De kennisgeving wordt evenwel niet vereist in het kader van een bestrijdingsplan opgemaakt door de overheid.



**Art. 5.** De maatregel bedoeld in artikel 3, 4°, van dit besluit is op de Natura 2000-locaties van toepassing één jaar na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit waarbij ze aangewezen worden.

**Art. 6.** De Minister bevoegd voor het Natuurbehoud is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 23 oktober 2008.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2008 — 4221

[2008/204258]

**23 OCTOBRE 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon  
fixant certaines modalités du régime préventif applicable aux sites Natura 2000**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, ci-après "la loi", notamment son article 28, § 4, alinéa 4, et § 5;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, notamment son article D.49, d);

Vu l'avis 45.190/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 octobre 2008, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les sites Natura 2000 doivent bénéficier dès leur désignation d'un régime préventif efficace, qui permet de prévenir la détérioration des habitats naturels, la perturbation significative des espèces pour lesquelles le site a été désigné ou toute autre atteinte à l'intégrité du site;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer la procédure et les modalités du mécanisme de dérogation et d'autorisation établi en vertu de l'article 28, § 4, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, pour les projets et activités non soumis à permis en vertu d'une autre législation en vigueur;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer la procédure et les modalités du mécanisme de notification des projets et activités non soumis à permis en vertu d'une autre législation en vigueur, prévu par l'article 28, § 4, alinéa 3, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant la nécessité de fixer la procédure et les modalités du mécanisme de recours administratif prévu par l'article 28, § 5, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

Considérant qu'il importe de soumettre les dérogations et autorisations prévues par l'article 28, § 4, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature au système d'évaluation des incidences des projets sur l'environnement;

Considérant que les modalités du régime préventif doivent être proportionnées au regard des objectifs de conservation poursuivis sur le site et des conséquences que l'activité ou le projet envisagé est susceptible d'avoir sur les activités socio-économiques;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

*Section 1<sup>re</sup>. — Procédure de dérogation et d'autorisation*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les demandes de dérogation et d'autorisation visées aux articles 28, § 4, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, de la loi sont introduites respectivement auprès de l'inspecteur général et du directeur par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, au moyen du formulaire disponible soit sur le site Internet <http://natura2000.wallonie.be>, soit sur simple demande adressée à l'autorité compétente.

La demande comprend :

- les nom, prénom et adresse du demandeur ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que les nom, prénom et adresse de la personne mandatée pour introduire la demande;

- un plan de situation sur une carte IGN dont l'échelle ne peut être inférieure à 1/10 000<sup>e</sup>, la nature, les caractéristiques, la durée et les dimensions précises du projet ou de l'activité faisant l'objet de la demande;

- la dénomination et le code du site Natura 2000 concerné.

La demande comprend également une mention du ou des actes particuliers ou fixés par arrêté à portée générale qui font l'objet de la demande, ainsi que, pour les actes soumis à dérogation, les raisons qui fondent le caractère exceptionnel de la demande.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque la demande est complète, l'autorité compétente délivre au demandeur un accusé de réception qui informe le demandeur du caractère complet de sa demande dans les quinze jours de la réception de la demande.

Lorsque la demande est incomplète, l'autorité compétente en informe le demandeur dans les quinze jours de la réception de la demande, en indiquant les renseignements manquants et en précisant que la procédure recommence à la date de leur réception.

Les compléments de renseignements sont envoyés par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte.

§ 2. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article D.68, § 2, alinéa 6, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, si l'autorité compétente n'a pas envoyé sa décision sur le caractère complet dans le délai prévu au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, la demande est considérée comme recevable et la procédure est poursuivie.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque le projet faisant l'objet de la demande de dérogation ou d'autorisation visée à l'article 1<sup>er</sup> est soumis à étude d'incidences en vertu de l'article D.66, § 2, ou de l'article D.68 du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, l'autorité compétente transmet, le jour où elle envoie au demandeur l'accusé de réception visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, ou, dans l'hypothèse visée à l'article 2, § 2, le jour qui suit l'expiration du délai visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> ou 2, le dossier de demande à chaque commune susceptible d'être affectée par le projet, au sens de l'article D.29-4, alinéa 2, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.